



Conseil économique et social

Distr. générale
1^{er} décembre 2015
Français
Original : anglais

Commission du développement social

Cinquante-quatrième session

3-12 février 2016

Suite donnée au Sommet mondial

pour le développement social

et à la vingt-quatrième session extraordinaire

de l'Assemblée générale : thème prioritaire :

repenser et renforcer le développement social

dans le monde contemporain

Déclaration présentée par Corporativa de Fundaciones, organisation non gouvernementale dotée du statut consultatif auprès du Conseil économique et social*

Le Secrétaire général a reçu la déclaration ci-après, dont le texte est distribué conformément aux paragraphes 36 et 37 de la résolution 1996/31 du Conseil économique et social.

* La version originale de la présente déclaration n'a pas été revue par les services d'édition.



Déclaration

Corporativa de Fundaciones est une fondation communautaire chef de file, basée à Jalisco, au Mexique. Elle encourage les partenariats entre les investisseurs sociaux et les organisations de la société civile au profit de sa communauté et donne aux membres les plus vulnérables de la société les moyens de se prendre en charge. En plus de quinze années d'activité, Corporativa de Fundaciones a été témoin d'importants changements au sein de nombreuses organisations de la société civile. Grâce au suivi scientifique de leurs projets et à la mise en œuvre de systèmes de responsabilisation avancés, la Fondation évalue l'influence de ces organisations sur la société. Elle propose des outils de renforcement institutionnel qui contribuent à une amélioration et à une adaptation constantes, à des services de meilleure qualité, à une plus grande efficacité, à un impact social plus large, à une viabilité financière et environnementale et à des efforts de sensibilisation visibles et éclairés. Dotée du statut consultatif spécial auprès du Conseil économique et social, Corporativa de Fundaciones est également accréditée auprès de la Banque interaméricaine de développement et d'autres organisations nationales et internationales.

Corporativa de Fundaciones conçoit le développement comme un processus non linéaire, inclusif et autonome qui permet de reconnaître les atouts des individus et de leur communauté, de cerner leurs besoins et de trouver des solutions. Afin d'améliorer sensiblement la qualité de vie des personnes dans une atmosphère de bien-être, ces solutions doivent être durables, compatibles avec la culture et le contexte local, et respectueuses de l'environnement et des droits de l'homme universels. Le bien-être repose sur un modèle de développement culturellement déterminé, qui devrait tenir compte des conditions historiques, sociales, culturelles, ethniques et environnementales d'une communauté. Selon ce modèle, le développement intègre une dimension personnelle et mondiale dans laquelle la relation à l'environnement naturel est essentielle pour la viabilité à long terme de toute solution et implique une utilisation rationnelle des ressources, y compris du temps et de la technologie. Le développement social postule un renforcement des capacités, ainsi que la création de conditions qui permettent aux individus de s'épanouir, cela étant étroitement lié à leur environnement social.

Corporativa de Fundaciones fait siennes les préoccupations de la Commission du développement social au sujet des principaux buts et objectifs énumérés dans les dix engagements contenus dans la Déclaration de Copenhague sur le développement social (élimination de la pauvreté, réalisation du plein emploi et promotion de l'intégration sociale fondée sur le respect et la défense de tous les droits de l'homme). Ces buts et objectifs continuent de représenter pour la communauté internationale et des défis du monde contemporain.

La Fondation se félicite de l'adoption des objectifs de développement durable lors de la soixante-dixième session de l'Assemblée générale des Nations Unies. Après un processus de consultation sans précédent, les États Membres ont réaffirmé, par cette adoption, leur engagement en faveur de la construction d'un monde meilleur à l'horizon 2030. En collaboration avec la Campagne pour la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement et des centaines de parties prenantes locales et nationales issues de divers secteurs, Corporativa de Fundaciones a mené un vaste processus de consultation dans l'ouest du Mexique dans le cadre de l'enquête mondiale des Nations Unies, MY World 2015. Cette initiative remarquable a permis la participation de 400 000 personnes et de

sensibiliser à l'importance de faire participer les citoyens à l'élaboration et à la mise en œuvre du Programme de développement durable à l'horizon 2030. Grâce aux efforts de la Fondation, l'État de Jalisco occupe par ailleurs la cinquième place du classement des participants à l'enquête, à laquelle ont pris part des milliers d'organisations et 194 pays.

Durant toutes les étapes de définition des objectifs de développement durable, les citoyens ont souligné l'importance de concevoir le Programme 2030 dans le cadre d'un effort collectif. À cet effet, Corporativa de Fundaciones est convaincue que l'occasion leur est donnée de s'investir pleinement dans l'établissement de nouveaux partenariats et la création d'institutions efficaces et efficientes, de procéder à un transfert adéquat des ressources, de renforcer les capacités, de garantir l'accès à l'information et de mettre en place des systèmes solides de suivi et de rapports pour assurer la responsabilisation. Afin d'harmoniser les initiatives de développement locales et nationales avec les politiques mondiales, le Programme de développement durable à l'horizon 2030 doit trouver son expression dans des plans de développement nationaux et locaux à court terme, et ce, grâce à des réformes et à des efforts de communication.

Les objectifs nationaux et locaux sont essentiels pour réaliser les objectifs de développement durable. Ils doivent être définis et adoptés par l'ensemble des acteurs, en particulier les acteurs non étatiques. Corporativa de Fundaciones souligne qu'à elles seules, les réformes institutionnelles ne peuvent pas conduire à un programme de développement porteur de transformations. Elles doivent être accompagnées d'autres éléments essentiels tels que des ressources matérielles et financières, une force mobilisatrice, un capital humain et une responsabilité politique qui permettent de percevoir les préoccupations des communautés et de répondre par des interventions cohérentes. Cela nécessite d'assurer une plus large représentation des organisations de la société civile dans les processus de prise de décisions et les mécanismes de suivi aux niveaux régional, national et mondial.

Le rôle actif des administrations locales, ainsi que des organisations de la société civile, revêt une importance capitale pour la réalisation des objectifs de développement durable, notamment grâce à une coopération décentralisée en matière de développement et à des approches territoriales qui garantissent l'appropriation, les actions ascendantes, l'efficacité et la transparence des processus. Les accords nationaux sur les mécanismes de suivi du Programme de développement durable à l'horizon 2030 ne doivent pas être soumis à la discrétion des États ou de la volonté politique, cela pouvant porter atteinte à la réalisation des objectifs.

Les délais de mise en œuvre à l'échelle nationale et locale devraient être inclusifs et axés sur une croissance économique soutenue; cette mise en œuvre doit insister sur la réduction de la pauvreté et la protection de l'environnement. L'économie durable doit également bénéficier aux plus pauvres, ce qui passe par des mesures visant le commerce et l'investissement et par un plus grand engagement du secteur privé. Ce dernier peut jouer un rôle de premier plan dans la résolution des grands problèmes sociaux, notamment la santé, l'assainissement de l'eau, le développement rural, le respect des droits de l'homme et l'égalité des sexes. Il incombe aux acteurs privés, qui disposent des moyens nécessaires à cet égard, de s'engager davantage dans le programme de développement durable d'ici à 2030. Les États doivent pour leur part mettre en avant les devoirs et les responsabilités du

secteur privé dans le développement, en particulier en ce qui concerne le plein emploi et le travail décent.

Corporativa de Fundaciones salue les efforts continus de la Commission du développement social en faveur du développement durable. Elle appelle les États Membres à examiner les recommandations suivantes lors de cette cinquante-quatrième session :

a) Mettre en œuvre un ensemble de politiques nationales et locales qui reposent sur les objectifs de développement durable. Cela comprend l'établissement d'un partenariat inclusif visant à concevoir et à définir des cibles et des objectifs nationaux à court terme;

b) Instaurer des environnements favorables à tous les acteurs du développement durable. À cet égard, un système dans lequel les politiques et les cadres sont justes, clairs, concis et démocratiquement adoptés devrait être envisagé pour la mise en œuvre réussie du Programme de développement durable à l'horizon 2030 aux niveaux national et local;

c) Les gouvernements devraient encourager l'établissement de partenariats nationaux en faveur du développement durable. Dans le cadre de ces partenariats, les différents acteurs doivent être activement impliqués, en particulier les organisations de la société civile et le secteur privé. Il convient de mettre en place des processus croissants et à long terme auxquels participent des responsables de la collecte des données, ainsi que des individus ou des groupes d'intérêt, qui doivent être pleinement représentés, et ce, en permanence;

d) Garantir des moyens de mise en œuvre efficaces qui attirent des financements, renforcent les échanges commerciaux et promeuvent l'investissement. Une coopération décentralisée en matière de développement pourrait être privilégiée afin de mettre en œuvre les objectifs de développement durable;

e) Promouvoir la création d'institutions efficaces, transparentes et responsables aux niveaux local, national et international pour une mise en œuvre adéquate. Ces institutions doivent répondre aux besoins de chacun et les gouvernements doivent être responsables de leurs actions en faveur du développement social tout au long de l'évaluation du Programme de développement durable à l'horizon 2030;

f) La communauté internationale devrait encourager l'appropriation, la transparence et la confiance dans le processus d'élaboration des politiques pour le développement, grâce au renforcement des mécanismes d'inclusion. En vue de l'avancement global du programme, il est nécessaire de porter une attention particulière aux inégalités et aux communautés marginalisées;

g) Les États Membres devraient promouvoir des stratégies locales et nationales de renforcement des capacités dans l'administration publique. De telles stratégies constituent la meilleure façon de s'assurer que l'efficacité aux niveaux national et local devient un véritable catalyseur de la participation des communautés au développement, ainsi qu'un moyen pour favoriser la participation locale aux affaires publiques et les processus de prise de décisions;

h) La communauté internationale doit transmettre plus efficacement le nouveau programme mondial de développement durable mondial à l'ensemble des

acteurs sociaux des pays, en particulier aux personnes et aux acteurs locaux. Les administrations locales tirent leur légitimité de l'État à leur échelle et travaillent en étroite collaboration avec les citoyens et les communautés; c'est pourquoi ils contribuent de manière décisive à établir des liens entre les parties prenantes dans le développement régional.

Corporativa de Fundaciones réitère son engagement à travailler de concert avec l'Organisation des Nations Unies pour l'avènement d'un monde plus juste et plus durable. En outre, elle demande à la Commission du développement social d'aider les États à réaliser les objectifs de développement durable de façon ouverte, transparente, responsable et fonctionnelle, d'instaurer des conditions propices à cet effet et d'élargir la participation des organisations de la société civile et des autres acteurs à ce processus.
